



N° 04/02 – Février 2004

Églises aux pays du Maghreb

C. E. R. N. A.

*Lors de sa rencontre publique au PISAI, à Rome, le 19 février 2003, la **Conférence des Églises de la Région du Nord de l'Afrique**, a fait un tour d'horizon des pays et des Églises qui la concernent. La CERNA regroupe deux fois par an les évêques de quatre pays et de neuf diocèses dont les mouvements de population intéressent de près la démographie et la sociologie de la Communauté Européenne : Tripoli et Benghazi en **Libye** ; Alger, Constantine, Oran et Laghouat, en **Algérie** ; Tanger et Rabat au **Maroc** ; auxquels il faut ajouter la Délégation aux **Sahraoui**. Depuis le début de 2004, Mgr Fouad Twal, archevêque de Tunis, a remplacé Mgr Henri Teissier, archevêque d'Alger, à la Présidence de la Conférence. Nous sommes heureux de pouvoir, avec l'aide du PISAI, reprendre ces rapports¹, en y ajoutant, à l'occasion, des extraits de presse plus récents.*

¹ On peut relire, pour comparer, les rapports précédents : *Chrétiens au Maghreb : le sens de nos rencontres* (Mai 1979) et *Les Églises du Maghreb en l'an 2000* (voir *Se Comprendre*, Juin 2000))

LA LIBYE

Malgré les différentes dominations subies, la Libye a toujours su préserver une unité fondamentale, physique et humaine. Du point de vue géographique, elle ne se confond ni avec le Machrek, ni avec le Maghreb. Du point de vue humain, le pays tire son homogénéité d'une population bédouine, nomade, pastorale, dans un tableau tribal solide. L'élément nomade tribal rend raison de la faible pénétration des influences étrangères. Parmi les cinq pays du nord de l'Afrique, la Libye est le moins connu. Après 1950, grâce au pétrole, le pays a eu une poussée économique qui l'a projeté au de là de ses habitudes pastorales austères. Une lecture superficielle porte à considérer la Libye comme un pays fanatique, extrémiste, quelquefois tyran. En réalité, au-delà des prises de positions initiales du Leader, idéalistes, anti-occidentales et panarabistes, la Libye est un pays qui a une vocation au dialogue et à la coexistence pacifique des cultures et des religions.

Même l'archéologie en témoigne. L'image la plus significative est la vieille ville (*medina*) de Tripoli: dans un mouchoir de poche nous trouvons encore existantes la vieille Synagogue, l'Eglise catholique, l'Eglise orthodoxe et la Mosquée, quelques Consulats étrangers. Ces signes nous offrent les fondements historiques de cette vocation à la convivialité des cultures et des religions. Avec la domination musulmane autour de l'année 800 jusqu'à la domination italienne, l'Eglise a été présente mais étrangère.

1. Le Christianisme en Libye aux premiers siècles.

La diffusion du Christianisme en Afrique du Nord commença très tôt. Certainement avant l'an 70. Parmi les Juifs qui écoutèrent le discours de Saint Pierre à Jérusalem, le jour de la Pentecôte, il y en avait aussi "des parties de la Libye de Cyrène" (Act 2,10). Il est fort probable que quelques-uns de ceux-ci se soient convertis et aient porté dans leur pays, le germe de la nouvelle foi.

Selon une tradition de l'Eglise copte orthodoxe, Saint Marc était un Juif de Cyrène qui, converti à l'Evangile, alla en Égypte où il annonça l'Evangile du Christ et y reçut le martyre. Lucius de Cyrène est évoqué aussi (Act 13,1) parmi les "prophètes et docteurs" qui imposèrent les mains à Barnabé et Saul. Il avait soutenu le christianisme africain au sein de l'Eglise catholique des premiers temps, et fut élu pape en 186.

2. L'occupation italienne et l'indépendance

En 1911, l'Italie occupa la Libye. Ce fut une occupation difficile qui fit couler beaucoup de sang. La capture et l'exécution d'Omar Mukhtar en 1932 marquent la fin de vingt ans de guerre ininterrompue. Commence alors la véritable colonisation italienne avec plus de 44.000 personnes venues d'Italie, idéalistes et pauvres, envoyées pour féconder le sable du désert.

La Libye arriva à l'indépendance après la dernière guerre avec l'intronisation du roi Idriss, le 5 décembre 1950. Elle devint indépendante mais 94% de la population était analphabète. La mortalité infantile atteignait 40% ; il n'y avait que 18 diplômés et aucun médecin.

L'Angleterre offrait au roi le protectorat avec une présence militaire à Tobrouk. Entre temps le pétrole devenait motif de richesse mais aussi de corruption. L'Amérique était présente avec une base à l'est de Tripoli. La faiblesse du roi devint de plus en plus évidente face aux critiques des frères musulmans de provenance égyptienne, des nassériens et des sympathisants du parti Baas. Le roi dut quitter le pays le 12 juillet 1969.

3. La Révolution

Le 1^{er} septembre 1969 un groupe d'officiers prend le pouvoir, aisément, sans effusion de sang. Le leader de ce groupe est Kaddafî. La Libye, avec ce leader qui se révèle "charismatique" dans ses idées et sa conduite, assume un rôle propre qui s'éclairera avec les ans. Il semble important de souligner pour notre sujet quelques aspects caractéristiques: son panarabisme laïcisant, la démocratie directe avec la *jamahiriya* (gouvernement du peuple) et un islam réformiste et ouvert au dialogue avec les autres religions.

Kaddafî n'est pas un conservateur mais plutôt un provocateur avec ses thèses sur la politique. Il veut faire partir l'ère musulmane de la mort du Prophète et non pas de l'hégire (sortie de la Mekke). Il met de côté les *Uléma* et propose, comme source de nouvelle interprétation de la société moderne et du Coran, son "livre Vert." Il s'oppose explicitement à un gouvernement théocratique: « Si le chef d'État est pour telle conception religieuse, théocratique, il sera très difficile de le critiquer, parce qu'il revendiquera une certaine autorité personnelle, morale et ceci est très dangereux. »

Deux faits importants, sous son régime, ont caractérisé le dialogue islamo-chrétien :

- *Le Congrès pour le dialogue islamo chrétien de Tripoli*² du 2 au 5 Février 1976

Il affirme que la fermeture des Églises quand les Italiens ont été chassés, en 1970, n'a pas été un geste contre l'Église mais contre le colonialisme fasciste italien à qui d'une façon ou d'une autre l'Église s'était assimilée.

- *Les relations diplomatiques avec le Saint Siège le 10 mars 1997 :*

Ce fut un geste très apprécié par la Libye parce qu'il arrivait pendant l'embargo imposé par l'Amérique pour l'attentat de Lockerbie. Le Saint Siège a voulu dire au monde, avec ces relations, que les conflits devaient être résolus par le dialogue et non par la contrainte.

4. La nouvelle présence de l'Eglise

Le Christianisme ne cessa jamais d'exister en Afrique du Nord. À partir du XII^{ème} siècle, et durant les siècles suivants, les chrétiens ne sont plus indigènes mais étrangers, surtout des marchands pisans, génois ou maltais.

En 1219, alors que Saint François partait pour l'Égypte, ses fils allèrent en 1224-25 au Maroc où ils furent martyrisés. Ils furent présents, occasionnellement, en Tunisie, et depuis 1628 d'une manière stable en Libye. L'église de « Sainte Marie des Anges » dans la médina de Tripoli a été fondée en 1645, avec la permission du Sultan de Constantinople ; une église dédiée à l'Immaculée" fut fondée à Benghazi, en 1858. La première Préfecture Apostolique fut établie en 1641. En 1943 ce fut le tour du Vicariat Apostolique de Tripoli et depuis 1927 celui de Benghazi.

Avec la Révolution de 1969 et l'expulsion des Italiens (1970), l'Église a été « purifiée » dans son identité italienne. Aujourd'hui l'Église de Libye a un visage vraiment catholique, international, formé par des Coréens, des Philippins, des Polonais, des Maltais, des Italiens, des Français, des Soudanais et des Africains d'Afrique subsaharienne.

À présent, deux endroits de culte sont accordés aux chrétiens, l'un à Tripoli et l'autre à Benghazi. A Tripoli, à l'église de Saint François, la messe est célébrée en six langues chaque semaine. Il y a huit prêtres de différentes nationalités pour vingt lieux de célébration (quatre chantiers polonais, quinze philippins et d'autres internationaux). A 700 km au sud de Tripoli, un Père médecin sert différentes communautés africaines anglophones, dans un rayon de 500 km. Il y a également près de 35 religieuses, dans 7 communautés qui travaillent dans des centres pour handicapés, orphelins, vieillards.

A Benghazi, l'église Marie-Immaculée est le centre du culte de la communauté catholique et de bien d'autres dénominations chrétiennes, à 1000 km de Tripoli en direction de l'Égypte. Il y a 3 prêtres et 4 communautés religieuses qui travaillent dans les hôpitaux d' El Merj (100 km), d' El Bayda (200), de Derna (300), de Tobrouk (500). Dans ces lieux, où la communauté religieuse travaille à l'hôpital, la chapelle sert à accueillir toutes les communautés chrétiennes. Un prêtre vient régulièrement de Benghazi ou séjourne à Bayda, Derna ou Tobrouk.

Le dialogue de service et d'amitié se construit jour après jour avec le peuple libyen en lien avec le *Da'wat Islamiyat* (Appel à l'Islam) et avec le Conseil Pontifical Inter-religieux pour le dialogue islamo-chrétien au niveau local.

5. Conflit et cohabitation

Si la Méditerranée fut marquée par les cultures et les religions (chrétiennes, latine et grecque, musulmane), elle a été dans l'histoire le théâtre de conflits, de rencontres et de partage. La Libye, carrefour entre l'Afrique et la Méditerranée, est le miroir de cette rencontre et de ce partage entre différentes races, cultures et religions, vécus dans l'histoire et aujourd'hui proposés par son Leader dans une manière qui est fidélité à l'Islam mais aussi désir d'ouverture au dialogue, avec une fierté qui fait partie de ses racines bédouines.

Dans ce contexte social et politique, il y n'a pas de place pour le fondamentalisme religieux, même si le ressentiment reste fort pour un certain fondamentalisme politique, vis-à-vis de l'Occident pour les droits des Palestiniens et du monde arabe en général.

Pour qui vient de l'Occident laïc en Libye, il peut être frappé du rythme de la journée, scandé par l'appel à la prière, proclamé des minarets des nombreuses mosquées du pays. La foi proclamée, Dieu Un et Mohammed son prophète, et l'invitation à la prière constituent pour le chrétien l'occasion de penser à sa foi chrétienne et à son identité; c'est l'occasion d'établir un vrai dialogue de vie, aux différents niveaux de service et de coopération sociale et économique. Un besoin me semble important, surtout pour une inculturation plus efficace, celui d'avoir des prêtres et des religieuses de langue arabe pour être moins étrangers et davantage en communion avec la société.

² cf *Se Comprendre* n° 17/143 : *Le séminaire islamo-chrétien de Tripoli* (M. Borrmans)

Notre présence dans ce contexte musulman est un engagement et une responsabilité, qui font notre identité. Ce n'est pas un drapeau à opposer à un autre, mais un désir de mettre en valeur les aspects positifs réciproques afin d'établir des ponts pour *la civilisation du dialogue et de l'amour*.

+Fr Giovanni Martinelli, évêque de Tripoli

Annexes :

1. Dans la Libye de Kaddafi : une EGLISE du DIALOGUE

La Libye vit aujourd'hui un moment crucial de son histoire. Et l'Eglise catholique a cessé d'y être considérée comme un symbole du colonialisme. Ce dégel est surtout l'oeuvre de l'évêque de Tripoli³

L'aéroport de Tripoli est un carrefour confus de personnes et de bagages, une mosaïque de races, de couleurs et de langues. Les groupes de touristes en provenance de l'Europe se mêlent aux immigrés venus d'Afrique noire, à la recherche d'amis et de parents. Les hommes d'affaires - lunettes de soleil au bout du nez – sont mêlés à la foule multicolore qui attend de s'embarquer pour le Caire ou Alger. A la sortie, des dizaines de Jeunes s'offrent, comme porteurs ou taximen.

Après des années d'isolement international, la Libye a rouvert ses portes vers le monde. L'embargo aérien décidé par l'ONU pour convaincre les autorités libyennes de livrer les deux agents secrets suspectés d'être les auteurs de l'attentat de Lockerbie, (en décembre 1988 - 270 morts, en majorité originaires des USA et de Grande Bretagne) est terminé. Les sanctions ont imposé des sacrifices, arrêté le développement, mais n'ont pas mis à genoux l'économie du pays, ni fait flancher le moral des gens. Le quartier des affaires de Tripoli est un énorme chantier, parsemé de grues et d'échafaudages. De hauts murs de béton sont en train de cacher, jour après jour davantage, la vue sur la mer. Partout on construit des immeubles modernes, où s'installeront les banques, les compagnies aériennes, les sociétés pétrolières, les services publics. Dans le hall des hôtels, les téléphones portables des managers ne cessent de sonner. On travaille avec frénésie, dès les premières heures...

« Tripoli est la vitrine de la vitalité et du dynamisme d'un peuple qui cherche à se relever, nous explique Mgr Giovanni Martinelli, l'évêque de la capitale. Avec la fin de l'embargo s'est ouverte pour le pays une situation nouvelle, riche d'attentes et d'opportunités ; on a voulu tourner la page. »

Mgr Martinelli aime profondément ce pays et il suit avec attention l'évolution de ce moment historique délicat que traverse la *jamahiriya* libyenne.

Né en Libye il y a 50 ans, franciscain, à la tête du Vicariat apostolique de Tripoli depuis 1985, il a été l'artisan du rapprochement entre la Libye et le Vatican. Bien qu'il ait été emprisonné pendant quelques jours en 1986, lorsque Reagan ordonna le bombardement de Tripoli, avec l'intention déclarée de tuer Khadafi, et que le *rais* envoya deux missiles en direction de l'île de Lampedusa, Mgr Martinelli n'a jamais cessé de croire en la réconciliation entre l'Eglise et les autorités libyennes. « Nous avons vécu des moments difficiles, pleins de souffrances, dit-il, sans faire allusion à son histoire personnelle. Mais aujourd'hui, nous laissons au passé les incompréhensions..

L'Eglise a joué un rôle important dans la recherche d'une solution pacifique au contentieux qui a opposé pendant une dizaine d'années le régime de Kaddafi à la communauté internationale.. Plusieurs fois le Pape a condamné l'embargo contre Tripoli, soutenant avec fermeté la voie de la négociation. « Heureusement, l'appel lancé par le Saint-Siège a été repris dans la diplomatie ; le bon sens et la raison ont prévalu sur le conflit de puissance et la suspicion mutuelle. Aux moments les plus sombres de la crise, le Vatican a continué à tisser la toile délicate du dialogue ; une attitude qui, selon bien des observateurs internationaux, a contribué à permettre le dédouanement politique de Kaddafi, et sa pleine ré-insertion dans l'échiquier diplomatique.

Aujourd'hui les rapports entre la Libye et le Saint Siège sont bons. La saison du dialogue, inaugurée il y a six ans, se poursuit dans un climat de respect, d'amitié et de confiance.. Les incompréhensions du passé ont été surmontées. Les relations diplomatiques avec le Vatican furent rompues unilatéralement par le régime Libyen en 1969, au lendemain du coup d'État...A peine arrivé au pouvoir, le *Rais* fit fermer les bases militaires américaines et anglaises, et expulsa toute la communauté italienne (plus de 20.000 personnes), en confisquant tous ses biens. Il chassa aussi les religieux et

³ Texte de M. Trovato : *Chiesa del dialogo*, in *Africa*, P.B. Treviglio, n° 6/2003, p.49 (Traduction J.V.)

confisqua églises et cathédrale, transformées en mosquées. « La révolution de Kaddafi voulait rompre définitivement avec tout ce qui restait du colonialisme ». L'Église était un symbole, identifiée qu'elle était avec l'histoire de l'occupation coloniale.. Plus tard on comprit le rôle de l'Église, et on accepta la présence des prêtres dans le pays. Après bien des difficultés et impasses diplomatiques, les relations diplomatiques furent rétablies en mars 1997.

Dans le pays vivent environ 50.000 catholiques, tous étrangers. La plupart viennent d'Extrême-Orient ou d'Afrique noire. Les Européens de passage sont peu nombreux : employés de sociétés multinationales ; ils ne restent que peu de temps en Libye. Pour beaucoup de ces immigrants, l'Église représente un pôle de référence.

Dans les deux diocèses de Tripoli et Benghazi travaillent 15 prêtres catholiques et une centaine de religieuses. Présence discrète, faite de témoignage et de solidarité ; peu à peu ils gagnent la confiance de la population. La petite communauté se retrouve le vendredi, en fin de matinée, dans l'église St François, la seule église catholique de Tripoli. Liturgie vivante et intense : « C'est comme une grande réunion de famille; mais c'est aussi un signe prophétique d'amour et de fraternité envers nos amis libyens. Nous nous unissons à leur prière le jour de fêtes musulmanes ; cela nous rend plus proches. La Libye a grand besoin aujourd'hui de ce dialogue ouvert, direct, sincère ».

Depuis les années 70, les prescriptions rigides de la *sharia* ont été tempérées d'après la doctrine professée par Kaddafi. Paradoxalement, le *Rais* lui-même, diabolisé durant des années par la CIA, dépeint, de façon obsessionnelle, comme un des pires ennemis de l'Occident, a contribué jusqu'à présent à contenir la dérive fondamentaliste.... Il a lutté fermement contre les islamistes, réprimant durement les manifestations, mouvements de révolte et groupes d'activistes. Dans les années 80, il a « redimensionné » les pouvoirs des *Ulema*. Il a déclenché en 96 une répression des groupes armés de fondamentalistes, nichés dans les campagnes de la Cyrénaïque.

Malgré tout, le mouvement islamiste se renforce. Des sigles anciens et nouveaux appartenant à des groupes islamistes enrôlent beaucoup de jeunes dans les universités. Dans la région de Benghazi, considérée comme le cœur de l'opposition au régime, quelques mosquées sont depuis longtemps en agitation. Certains parlent d'une alliance de l'islamisme avec l'opposition anti-Kaddafi...

2. Opération rédemption...

Seule l'Allemagne s'oppose encore à la levée des sanctions contre la Jamahiriya⁴

Entre Romani Prodi, aujourd'hui président de la Commission européenne, et Mouammar Kaddafi, le chef de la Jamahiriya libyenne, cette ancienne colonie italienne, le courant passe bien. Le 30 décembre dernier, le second appelle le premier pour s'enquérir de son état de santé : il vient en effet d'échapper à un attentat. En retour, Prodi le félicite pour sa décision de démanteler les projets d'armes de destruction massive, sa volonté de rejoindre le camp de la paix et la levée des sanctions onusiennes frappant son pays⁵.

Tout va donc pour le mieux ? Pas tout à fait. Soutenue par Silvio Berlusconi, le chef du gouvernement, la proposition italienne de lever immédiatement l'ensemble des sanctions européennes contre la Libye se heurte en effet à l'opposition de plusieurs pays, au premier rang desquels l'Allemagne et la France. Peu après, cette dernière reconsidère sa position: le 9 janvier, elle a obtenu gain de cause dans l'affaire de l'indemnisation des familles des victimes de l'attentat contre un avion d'UTA. Mais l'Allemagne persiste dans son refus : les négociations avec les autorités libyennes et la Fondation Kaddafi concernant l'indemnisation des victimes de l'attentat contre une discothèque à Berlin-Ouest, le 5 avril 1986 (deux soldats américains et une jeune femme turque tués - et 284 blessés) doivent reprendre. Comme dans les affaires Lockerbie et UTA, les autorités allemandes réclament un million d'euros pour la famille turque, la même somme pour le propriétaire de la discothèque et 500 000 euros pour chaque blessé. Les familles des deux victimes américaines réclament au moins 10 millions de dollars d'indemnités. Des diplomates et des avocats allemands devraient aller prochainement à Tripoli.

Kaddafi a obtenu une première concession : la Commission européenne a accepté de dissocier les différentes sanctions : embargo économique et aérien, embargo diplomatique et embargo

⁴ Texte de Samir Gharbi dans *J.A. L'intelligent*, n° 2245, p. 40

⁵ Lire à ce sujet dans *J.A. L'intelligent*, les n° 2243, p.34 et 2244 p. 11

militaire. Levé *de facto* depuis 1999, le premier devrait l'être officiellement dans les prochaines semaines, l'UE ne faisant là que s'aligner sur la décision de l'ONU du 12 septembre 2003. Le deuxième est déjà partiellement levé et le sera totalement dès que l'Allemagne y consentira. Le troisième reste en vigueur. Prodi a réaffirmé le 9 janvier que « 2004 marquera un tournant décisif dans les relations entre l'UE et la Libye ».

Le pays en quelques chiffres :

- Superficie : 1.950.000 km² . Le plus grande partie est désertique
- La très grande majorité de la population (5 millions) est concentrée dans le Nord, en Cyrénaïque et Tripolitaine, les seules régions fertiles et verdoyantes
- Langues parlées : l'arabe (langue officielle), l'anglais et le berbère.
- Un téléviseur pour 10 habitants ; une radio pour 5,2 ; un téléphone pour 17.
- L'espérance de vie est 73 ans pour les hommes, 77 pour les femmes. Taux d'alphabétisation: 75%
- Le pétrole fournit 95% des rentrées de l'État. Les réserves sont estimées à 30 milliards de barils, soit 2,3% de la production mondiale.. Au rythme actuel de pompage, le pétrole pourrait durer encore un demi-siècle.

LA TUNISIE

La Tunisie s'étend sur 162.154 km². Sa population est estimée à 9,8 millions d'habitants, dont 30% ont moins de 15 ans. Le revenu par habitant (PIB) est de 2.100 US \$, au premier rang dans le Maghreb. Le code du statut personnel consacre l'égalité presque absolue des femmes et des hommes. Les Tunisiennes représentent 48,5% des effectifs dans l'enseignement supérieur et le quart de la population active. La scolarisation, obligatoire jusqu'à 16 ans, a permis un taux d'alphabétisation de 73%. Outre l'enseignement public gratuit, il existe des établissements privés tunisiens et étrangers. L'Église catholique possède 10 écoles, avec 6000 élèves.

Depuis son indépendance, en 1956, la Tunisie a connu une profonde mutation politique et sociale. Depuis 1957, le régime politique tunisien est de type républicain, tel que défini par la Constitution. Des réformes fondamentales ont été introduites au fil des temps pour promouvoir le processus démocratique et consacrer l'état de droit. Le Président de la République est élu pour cinq ans, au suffrage universel direct. Candidat du Rassemblement constitutionnel démocratique, le président Ben Ali a été reconduit pour un 3^e mandat le 24 octobre 1999. La Tunisie est membre de la Ligue Arabe.

La Tunisie est, elle aussi, impliquée dans la crise mondiale actuelle. Mais il y a une certaine divergence de vue entre le régime et la population par rapport à la situation internationale, en particulier sur la question palestinienne et la question iraquienne. Le gouvernement, d'une part, voudrait ménager "la chèvre et le chou", sauvegarder ses bonnes relations à la fois avec les pays occidentaux et avec le monde arabe. L'opinion publique, quant à elle, est exposée, dans une certaine mesure, à des courants de haine et de ressentiment, et sensible au fanatisme qui insiste sur l'identité musulmane.

Depuis quelque temps, les autorités ont pris un certain nombre de mesures pour parer à d'éventuels attentats ou à des débordements populaires; des policiers en uniforme ou en civil sont présents devant les édifices religieux, les contrôles et la sécurité ont été renforcés un peu partout. Mais, en même temps, l'accent est mis sur le dialogue des cultures et des religions. Un bon nombre de rencontres et de sessions d'étude sont fréquemment organisées. Un colloque s'est tenu par exemple à l'Université *Ez-zitouna* de Tunis, les 20 et 21 janvier dernier, sur *l'avenir du dialogue inter-religieux*; j'ai été invité à y prendre la parole, ainsi que plusieurs théologiens catholiques. Bien entendu, ce genre d'activités ne peut avoir lieu qu'avec le bon vouloir des autorités.

On note un regain d'effort pour la promotion du tourisme, qui aurait diminué d'environ 30%, alors que le chômage est en augmentation, notamment parmi les diplômés. Le seul secteur qui poursuit normalement ses activités est celui de la construction. Il convient de relever également un certain nombre d'éléments positifs qui constituent, dans le contexte actuel, des signes d'espoir. La Tunisie, qui se situe "au centre", aussi bien géographiquement que politiquement, continue de bénéficier d'une atmosphère de sécurité et de stabilité, au prix, bien entendu, d'un contrôle draconien dans tous les secteurs de la vie publique, sociale et intellectuelle.

Il est à noter que la présence italienne gagne du terrain en confiance et en activité économique: il y aurait actuellement en Tunisie plus de 3.500 italiens et environ 800 entreprises. Quatre écoles à la vocation particulière ont été créées avec le soutien des régions du Latium et de la Lombar-

die; on y enseigne la langue italienne, les lois du travail, en vue d'une formation qui se poursuivra en Italie, puis d'un retour aux pays pour les jeunes concernés. Pour couronner cette relation privilégiée, un traité d'amitié et de coopération vient d'être signé entre la Tunisie et l'Italie, à Rome, le 10 février dernier. Tous les ministres de l'intérieur des pays arabes se rencontrent tous les six mois en Tunisie pour des échanges d'informations, et pour coordonner leurs efforts et leur stratégie en vue de combattre le terrorisme⁶.

Quant à l'Église, on relève avec satisfaction la constitution récente de la "*Conférence des supérieurs majeurs et délégués de Tunisie*", dont la première rencontre aura lieu les 27 et 28 mars prochain. Nous aurons aussi la joie de célébrer cette année l'ordination de deux diacres qui se destinent au service presbytéral dans le diocèse. Nos institutions (écoles et clinique St-Augustin) constituent des instruments précieux pour notre activité pastorale, ils permettent la rencontre et la connaissance réciproque avec nos amis tunisiens. Si nous venions à les perdre, pour une raison ou pour une autre, nous n'aurions certainement plus jamais l'occasion de les ouvrir de nouveau. Leur existence va de pair, naturellement, avec les autres types de présence et d'options pastorales, aussi précieuses: il s'agit d'une richesse complémentaire en vue de la construction du royaume de Dieu. De nombreux religieux et laïcs sont engagés dans la promotion sociale, en collaboration avec les associations tunisiennes, ainsi qu'avec différents services socioculturels reliés au diocèse ou aux congrégations religieuses.

Avec notre petit nombre, nous sommes, à l'image de saint Paul (Act 27), embarqués sur le même bateau : sujets aux mêmes tempêtes; nous partageons avec le peuple tunisien les mêmes risques et les mêmes peurs. Mais, comme saint Paul au milieu des flots tourmentés, nous sommes porteurs d'espérance au milieu d'une foule qui ne partage pas notre foi, qui n'est même pas au courant, bien souvent, du "*trésor que nous portons dans des vases d'argile*".

Nous souhaitons avant tout, comme Église de Dieu en Tunisie, consolider notre unité fondée sur la foi et sur les sacrements, sur le renouveau spirituel des prêtres, religieux et laïcs qui constituent nos communautés, et non seulement sur l'activité sociale ou sur les beaux discours. Notre Église, à l'image de l'Église universelle, est composée de 44 nationalités. Nous essayons de vivre et de nous comporter en Église-famille, avec un sens d'appartenance et un sentiment de protection. Nous voulons ensuite renforcer notre communion ecclésiale avec toutes les Églises-sœurs d'Europe mais aussi, d'une manière plus solide, avec les Églises-sœurs du monde arabe et du Moyen-Orient: celles-ci auront bientôt quinze siècles de coexistence en milieu musulman. Leur expérience et leur production littéraire et liturgique en arabe sont une richesse pour nous.

Nous vous le demandons du fond du cœur, par vos prières, vos visites, votre collaboration, aidez-nous à ne pas nous sentir seuls, aidez-nous dans notre aventure évangélique en Afrique du Nord!

Fouad Twal archevêque, évêque de Tunis

Annexes :

1. L'essor économique

La Tunisie, pays de contrastes, semble être un abri contre la vague du fondamentalisme islamique qui a touché le monde arabe⁷

La tradition de modération du pays a permis de nouer des rapports toujours plus étroits avec l'Union Européenne, et ainsi est tombée sur le pays une pluie d'investissements et d'aides⁸. En 1995, l'UE et la Tunisie ont signé un accord d'association, qui est entré en vigueur en 1998, et est destiné à créer, d'ici 2008, un accord de libre échange.

A la base de cet essor, il y a une société civile dynamique, vivace, spécialement en ce qui concerne les droits de la femme, grâce au fait que le pays semble être encore préservé de la vague d'intégrisme islamique qui s'est abattue sur une grande partie du monde arabe.. La polygamie est interdite et il est interdit aux femmes de porter le voile à l'université et dans les lieux de travail.. Souvent, le président montre, dans sa propagande, de jeunes femmes présentes dans l'administration publique, le commerce, et les professions libérales. Les effets sont visibles : une femme peut circuler

⁶ Sur la Conférence Euro-Méditerranéenne du 3 au 6 déc. 2003, lire J.A. *L'intelligent* n° 2239, p.13 et 2240, p40

⁷ reportage de C. Diemoz : *Tunisia, sguardo a Occidente*, dans *Mondo e Missione*, janv. 2004, p.10 (trad. J.V.)

⁸ Cf *La Tunisie en chantiers*, de A. Barrouhi, in *J.A.L'intelligent*, N° 2234, p. 47 à 71

seule dans la rue, vêtue raisonnablement à l'occidentale, sans excès et sans être, non plus, couverte des pieds à la tête. Toutefois, une lecture occasionnelle du journal populaire *Le quotidien*, invite à être prudent. A propos du viol de deux adolescentes à Tunis, ce titre en gros caractères : « Violées à cause de leur LOOK bizarre », et ce commentaire ironique ; « elles étaient vêtues comme des *skinheads*. La faute est aux parents qui ne les ont pas ramenées sur la bonne voie ». Pas un mot sur les violeurs.

2. L'Eglise et l'Etat : liberté surveillée

Le P.André Ferré, en Tunisie depuis 1994, nous accueille à l'Institut des Belles Lettres Arabes, fondé en 1926 par le P.André Demeerseman, et qui est à l'origine du PISAI de Rome (Institut Pontifical d'Études Arabes et Islamiques). Avec lui, nous cherchons à préciser quels sont les rapports entre l'État et l'Église⁹

En 1984 a été signé un « concordat », un « modus vivendi » premier du genre dans un pays musulman et toujours en vigueur. Que prévoit-il ?

- Que l'Église ne doit pas se mêler de politique. Sont garanties la liberté du culte et la libre circulation des religieux, sans limitation de nombre. Mais l'État a acquis la quasi totalité des biens de l'Église. Il est resté, à celle-ci, cinq églises ouvertes au culte, dont la cathédrale de Tunis.

Dans quelle mesure peut-elle travailler, concrètement ?

- Le prosélytisme est interdit, mais il est vrai également qu'il existe des tunisiens devenus chrétiens, et qui se réunissent. Mais le sujet est encore tabou. Nous avons cependant pu maintenir un bon nombre d'œuvres caritatives, ou d'assistance, d'enseignement scolaire et de formation professionnelle.

Une conversion de l'Islam au Christianisme est-elle possible ?

- Théoriquement, oui, car il n'existe aucune loi qui l'interdise : en principe, une tunisienne peut épouser un chrétien, mais en réalité c'est assez difficile, et un tel mariage ne serait pas reconnu par l'État¹⁰. Par contre, aucune restriction concernant les unions de musulmans avec des femmes chrétiennes.

Vos publications doivent-elles passer à la censure ?

- Chacune de nos publications est « sous surveillance », ce qui est vrai aussi lorsque nous faisons venir des publications de l'extérieur. Mais il ne s'agit pas là d'une mesure anti-chrétienne. Tous, et les musulmans eux aussi, sont soumis à cette censure. Celle-ci n'est cependant pas reconnue officiellement.

3. Mgr Fouad TWAL, l'évêque de Tunis, se confie :

Originaire de Madaba en Jordanie, Fouad Twal a dans les veines le sang nomade de la tribu bédouine de Al Ozeisat, qui, depuis les premiers temps de l'ère chrétienne, accueillit la parole du Messie. Après le grand schisme d'Orient, cette communauté se retrouva séparée de Rome (sans savoir pourquoi) mais elle s'unit de nouveau à Rome vers 1750, conquise par le charisme d'un prêtre originaire de Venise qui vécut longtemps sous les tentes. Mgr Twal est arrivé à Tunis après un doctorat à Beyrouth, un autre en droit canonique à l'Université Pontificale du Latran, et, enfin, une longue carrière diplomatique au service du Saint Siège¹¹.

Depuis 1992, après une série ininterrompue d'évêques français, Mgr Fouad Twal est le premier évêque *indigène* à guider un diocèse nord-africain, celui de Tunis qui compte 22.000 catholiques sur environ dix millions d'habitants. Pour l'aider dans son ministère de pasteur, une trentaine de prêtres, d'âge assez avancé, et 165 religieuses. « Mais je me sens responsable de tout le peuple tunisien, précise-t-il, et je suis dans ce pays pour servir et collaborer avec tous, indistinctement, dans la douleur comme dans la joie. Je souris quand certains soutiennent que, dans votre pays, l'école catholique est confessionnelle, tandis que l'école publique est ouverte à tous : nous avons ici dix écoles, fréquentées par au moins six mille élèves musulmans, heureux d'y recevoir leur enseignement. Les fidèles de notre diocèse sont de 44 nationalités. Nous sommes tous étrangers à Tunis, comme nous le sommes aussi à l'extérieur. Mais quand je célèbre la messe dans mon église, nous devenons une seule famille. Des 22.000 catholiques résidents, environ 3400 sont italiens, beaucoup d'autres sont français.

⁹ Interview de Caterina Diemoz in *Mondo e Missione*, Janv. 2004, p.13 (Trad. J.V.)

¹⁰ Voir dans *Se Comprendre*, n° 00/02 : *La musulmane et le mariage mixte (en Tunisie)*

¹¹ Interview de C. Diemoz in *Mondo e Missione*, Janv. 2003, p.38 (Trad. J.V.)

A ce noyau présent depuis l'époque coloniale, s'ajoutent les européens travaillant dans des organisations ou agences internationales.

Malgré l'ouverture du gouvernement, la pression sociale et culturelle exercée par l'Islam reste forte. Nous vivons d'espérance et de foi, car nous sommes sûrs d'appartenir à la grande Église universelle dont font partie tous les musulmans qui, avec nous, luttent contre la violence. Nous travaillons toujours avec des associations tunisiennes qui s'occupent d'éducation, d'assistance sociale, ou des handicapés. Nous vivons le terrorisme avec douleur, autant que vous, en Occident, et comme de nombreux musulmans qui ont choisi la voie du dialogue et de la collaboration. Personne ne peut justifier ce qui est arrivé le 11 septembre, mais il ne faut pas nier non plus que, dans le Proche-Orient, nous vivons de très nombreuses tensions. Le conflit interminable entre palestiniens et israéliens a fait qu'aujourd'hui, en Jordanie, la moitié de la population est composée de réfugiés palestiniens. Et n'oublions pas qu'au Koweït, il reste encore 2500 américains. Le terrorisme est partout, dans le cœur de l'homme, et pas seulement dans tel ou tel pays.

La Tunisie est un peu le *mauvais élève* de l'Europe, parce qu'elle en reçoit beaucoup d'aide économique, surtout depuis que les entrées venant du tourisme ont diminué, par peur d'attentats terroristes (le nombre de touristes est passé de 450.000 par an à environ 120.000). On dit aussi qu'on fait agir habilement le spectre du terrorisme pour faire comprendre à l'Occident que, s'il ne veut pas que le terrorisme se propage à cause de la pauvreté du pays, il doit continuer à accorder des prêts.

Le rêve de beaucoup de jeunes tunisiens reste d'arriver en Europe. Vous pouvez légiférer tant que vous voudrez, vous ne réussirez pas à stopper cette marée de jeunes qui rêve de l'occident. Un rêve bâti sur les chaînes de la télévision italienne que tout tunisien peut voir. J'ai vu récemment à Palerme des centaines de Tunisiens dans les rues, venus pour la récolte des olives ; je me suis demandé combien de ces jeunes sont encore disposés à accomplir d'humbles travaux peu rétribués. La cohabitation en Europe avec les nord-africains n'est pas des plus faciles. Et parfois l'immigré brandit le fondamentalisme comme une arme contre l'occident corrompu.

Je vais vous étonner, mais en Tunisie nous avons une grande université où on trouve une faculté du « Dialogue entre cultures »¹², fréquentée aussi par de très nombreuses jeunes femmes en *jean* et non voilées. Le samedi et le dimanche sont jours de repos, et si quelqu'un, sous prétexte de participer à la prière du vendredi, refuse de travailler ce jour-là, il peut perdre son poste. En d'autres mots, c'est à vous de vous faire respecter. Vous avez perdu le sens de l'appartenance à votre foi, à votre patrie, à vos coutumes, et ceci provoque le mépris chez ceux qui, au contraire, ont un fort sentiment d'appartenance et de fidélité à leurs propres racines. Si, en outre, on voit à la télévision italienne certains spectacles, notre mésestime augmente. Ce ne sont pas la démocratie, la liberté que nous voulons.

4. La note salée du Ramadan

*Importations massives, flambée des prix, administrations et entreprises fonctionnant au ralenti...le mois de jeûne a un coût*¹³

En assimilant, dans son discours du 5 février 1960, la non-observance du jeûne, l'un des principaux préceptes de l'islam, à une forme moderne de guerre sainte (*djihad*), l'ex-président Habib Bourguiba ne pouvait manquer de choquer nombre de ses compatriotes. Douze jours après ce discours, des manifestations et des affrontements feront cinq morts à Kairouan, bastion de l'islam sunnite maghrébin. Plus de quarante ans plus tard, la majorité des Tunisiens reste attachée à la pratique du jeûne, et le ramadan continue de rythmer la vie sociale. Le jeûne est rigoureusement respecté, du moins en public, sauf dans les établissements touristiques fréquentés par les Européens. Les restaurants sont fermés à midi. Chez les non-pratiquants, qui sont légion, l'observation extérieure du jeûne renforce le sentiment d'appartenance à la société et à la culture musulmanes. Pour boire un café ou fumer une cigarette, ils prennent le soin de se mettre à l'abri des regards.

N'en déplaise donc aux *bourguibistes*, adeptes d'une modernisation à pas forcés, la pratique du jeûne n'a pas empêché les Tunisiens d'avancer sur la voie du progrès économique et social. On ne peut pas dire, toutefois, qu'elle les y a beaucoup aidés. Le mois sacré continue de poser de vrais problèmes pour les pouvoirs publics, obligés de s'organiser longtemps à l'avance afin de parer aux ca-

¹² Cf *Production tunisienne en arabe sur la Religion*, in *Se Comprendre* n° 98/02 par Jean Fontaine

¹³ Cf reportage de Ridha Kefi dans *J.A.L'intelligent*, n°2235, p. 36

rences de la production locale...Les médecins, relayés par les imams, ont beau expliquer, à grand renfort de versets coraniques et de citations du Prophète, que le jeûne est un effort spirituel qui permet aux croyants de fortifier leur foi, peu de pratiquants respectent les appels à modérer la consommation. Ils ont même tendance à faire le contraire. En moyenne la consommation augmente de 50% !

Évidemment, ce pic de la consommation fait le bonheur des grandes surfaces comme des petits commerçants, dont les chiffres d'affaires grimpent en flèche. On ne peut pas en dire autant des pères de famille, dont le budget prend un sérieux coup. Ni des administrations publiques, qui fonctionnent au ralenti. Et encore moins des entreprises, qui enregistrent une forte baisse de leur productivité. Celle-ci oscille, selon les secteurs, de - 30 % à - 50 % par rapport aux normes habituelles, qui sont déjà plus basses que dans les pays développés. Pour faire face à cette situation, la plupart des patrons acceptent de réduire leurs objectifs. D'autres invitent leurs salariés à prendre leurs congés annuels. D'autres, enfin, profitent du ralentissement de l'activité pour mettre en route des travaux urgents. Tous, cependant, font contre mauvaise fortune bon cœur. Car, tout en redoutant les conséquences économiques du mois du jeûne, ils n'en apprécient pas moins l'ambiance festive et conviviale.

L'ALGÉRIE

Lors de notre dernière visite *Ad Limina*, en 1997, l'Algérie venait de traverser une période terrible de troubles et de turbulences. La violence avait fait de nombreuses victimes : on parle généralement de plus de 100 000 mille morts. L'Église en Algérie s'efforçait alors, dans la tourmente, de manifester sa fidélité à Dieu et aux hommes en restant présente dans les mêmes difficultés et les mêmes dangers que les gens du pays. Elle le faisait dans la discrétion et la simplicité, encouragée et soutenue par tous ceux qui lui témoignaient leur estime, en particulier de nombreux musulmans d'Algérie. L'Église vous le savez a payé le prix de cette solidarité dans le malheur par l'assassinat de 18 prêtres et religieuses et de notre évêque d'Oran, Mgr Pierre Claverie.

Cela fait sept ans. Que s'est-il passé depuis et comment se présente maintenant la situation du pays et de l'Église ? La situation du pays est certainement plus calme depuis quelques années. Sur le plan politique, il faut noter une grande stabilité des institutions. Les élections du chef de l'État et des diverses assemblées se sont déroulées assez normalement et n'ont pas été trop contestées. Les administrations fonctionnent ainsi que les services publics : écoles, transports, postes, tout cela tourne assez bien, plutôt bien que mal, ou plutôt mal que bien (je pense aux hôpitaux). Cependant le peuple ne se sent pas vraiment représenté par les élus, et le pouvoir lui semble très lointain. Beaucoup d'Algériens se sentent abandonnés et sans défense contre les nouveaux pouvoirs des arrivistes et des hommes d'affaires. Tout se paie maintenant : la santé, la qualité de l'enseignement et même certaines facilités administratives. Celui qui n'a pas d'argent est donc très démuné.

Sur le plan économique, la situation du pays ne s'arrange pas et le niveau de vie de la plupart des Algériens se dégrade. Le pays a de bonnes finances, grâce au pétrole, mais que de médiocres productions industrielles et d'insuffisantes productions agricoles. Les grandes entreprises étatisées n'ont jamais été rentables. Leur privatisation est décidée mais ne se réalise pas. Les investisseurs éventuels préfèrent placer leur argent dans l'import-export qui permet des enrichissements rapides. Ils trouvent donc intérêt à importer, plutôt qu'à investir dans des productions algériennes. Il en résulte du chômage et des difficultés sociales.

Sur le plan sécuritaire, même s'il y a encore de la violence et des attentats, la situation générale s'est améliorée et le climat s'est détendu. Dans les grandes villes, la vie est redevenue à peu près normale, ainsi que sur les grands parcours. On observe cependant une certaine banalisation de la violence, du vol, de l'agression crapuleuse, de la délinquance, du chômage et aussi de l'exode et du déracinement de bien des familles rurales qui se sont agglomérées dans les villes pour raisons de sécurité.

Quelle est actuellement l'importance du courant islamiste ? Il est très difficile de faire une évaluation. Les Algériens eux-mêmes ont des appréciations très différentes, selon les lieux où ils habitent, les milieux sociaux auxquels ils appartiennent ou les mosquées qu'ils fréquentent. Il nous semble que l'expression de la vie religieuse est moins tendue, moins agressive, plus civique. Mais que dire de plus ? Nous nous sommes si souvent trompés dans le passé sur ce sujet que nous devons rester prudents dans nos appréciations.

Que dire de l'Église en Algérie ? D'abord que nous les chrétiens, sommes heureux de vivre dans ce pays et avec ce pays. On parle souvent des difficultés que nous avons connues, mais on ne parle jamais assez de la joie, de l'amitié, que nous connaissons et qui nous fait vivre¹⁴.

Les autorités algériennes et le Président Bouteflika en premier, ont donné de nombreuses marques publiques de leur estime pour l'Église d'Algérie, qui se sent ainsi acceptée, reconnue et appréciée. Mgr Henri Teissier pourra, si vous le désirez, se faire l'écho des multiples remarques d'estime qu'il a reçues ; il pourra vous parler de l'invitation qui lui a été faite de participer à la réflexion du Haut Conseil Islamique sur des problèmes de société et de morale sociale. A travers tout cela, il apparaît que l'Église en Algérie est de plus en plus perçue comme faisant partie du pays. Le colloque sur saint Augustin, qui s'est tenu il y a deux ans, a été un événement important. En honorant officiellement saint Augustin, l'Algérie intègre à son histoire un personnage chrétien prestigieux.

Sur le terrain, avec la population, les relations de nos petites communautés sont toujours bonnes avec leur environnement. Elles ont toutes des amis qui ne craignent pas de montrer leur proximité et leur soutien. Par ailleurs les œuvres de l'Église sont toujours appréciées : la *Caritas*, les diverses bibliothèques, les ouvriers pour les femmes ne manquent pas de clientèle. Dans les relations individuelles, souvent très chaleureuses, il arrive spontanément que nous puissions les uns et les autres aborder des questions religieuses et, tout en reconnaissant nos différences, de nous reconnaître et de nous apprécier mutuellement comme croyants. Nous pouvons alors remarquer que notre foi chrétienne est tenue en estime, contrairement à ce qui est trop souvent enseigné dans les écoles et certaines mosquées. C'est dans ce contexte que l'Église continue à vivre et à réfléchir sur la manière d'être témoin de la foi évangélique et de l'amour de Dieu pour les hommes.

Elle a exprimé cette foi par sa solidarité au moment des événements douloureux, et ce témoignage a été perçu par beaucoup d'Algériens. Mais il faut vivre encore et, dans ce pays en perpétuel mouvement, il faut sans cesse actualiser cette présence. Que devons-nous continuer à faire, que devons-nous quitter, que devons-nous inventer, comment devons-nous vivre ? Une grande réunion concernant tous les chrétiens en Algérie se tiendra probablement en 2004 pour réfléchir à tout cela. Parmi les réalités nouvelles auxquelles nous devons répondre, il en est deux que je vais évoquer :

La première de ces réalités concerne la présence dans notre pays d'un nombre assez importants d'Africains subsahariens qui viennent faire des études supérieures en Algérie. Ceux d'entre eux qui sont chrétiens viennent avec ferveur participer à la vie de prière de nos petites assemblées chrétiennes. Ils en deviennent l'élément le plus jeune et le plus dynamique. Il nous faut les accueillir, les aider à connaître le pays et répondre à leur demande de formation. Nous avons été amenés à prendre contact avec un autre type de population subsaharienne : ils s'agit des migrants très nombreux qui viennent de nombreux pays africains. Ils traversent le Sahara par Adrar et Tamanrasset, Ghardaïa et se regroupent à la frontière marocaine, vers Maghnia, avant de chercher à traverser le Maroc et de passer en Espagne. Nous les rencontrons en divers points, en particulier à Maghnia où leurs conditions de vie sont très difficiles¹⁵. Ils apprécient nos rencontres et lorsqu'ils sont chrétiens, nous demandent notre soutien spirituel.

Une autre réalité sollicite notre réflexion. Elle est souvent évoquée par la presse algérienne parfois en termes inadéquats. Il s'agit des algériens qui veulent devenir chrétiens. Que dire ? Il arrive, ici et là, que des hommes ou des femmes viennent demander à devenir chrétiens, sans que nous les ayons en quoique ce soit sollicités. Mais, de même que nous nous sommes toujours interdit de juger les chrétiens qui choisissent de devenir musulmans, de même nous devons accepter la démarche de ceux qui, venant de l'Islam, désirent entrer dans l'Église. Mais ces demandes sont à étudier avec la plus grande attention, pour vérifier qu'elles ne sont pas motivées, plus ou moins consciemment, par le désir de quitter la société algérienne, jugée trop contraignante, pour rejoindre la société occidentale qui paraît plus permissive. L'amalgame trop fréquent entre nationalité et religion fait que, pour certains, il suffit de devenir chrétiens pour être déjà en partie français, avec les avantages éventuels qu'on peut en espérer. Un discernement est donc nécessaire qui nous a amenés à refuser une grande proportion de ces quelques candidats.

¹⁴ Cf Mgr H. Teissier, *Eglise en Islam*, Centurion, Paris 1984 ; et *Chrétiens en Algérie*, DDB, Paris 2002 ; Mgr P. Claverie, *Lettres et messages d'Algérie*, Karthala, Paris 1996 ; J.L. Barré, *Algérie, l'espoir fraternel*, Stock 97

¹⁵ Lire à ce sujet le rapport d'enquête de Paolo Maccario, publié par le CCSA (Alger, nov. 2003) : *Les migrations clandestines sub-sahariennes à travers l'Algérie*. Voir aussi J.A. *L'intelligent*, n° 2240, p.44

Certains d'entre eux s'adressent à d'autres groupes chrétiens qui semblent moins exigeants que nous sur ce point. Ceci étant dit, nous avons le devoir d'accueillir les candidats qui font une vraie découverte du Christ. Nous leur demandons de se soumettre à une formation assez longue (3 ans ou plus) qui permet pour eux comme pour nous, de vérifier la vérité de leur démarche. La presse algérienne parle assez souvent, en termes souvent critiques, de chrétiens algériens. Il s'agit le plus souvent – ou tout le temps – de ces communautés évangélistes, à dominante kabyle, avec lesquels nous cherchons à établir des contacts, mais qui sont et se veulent indépendants de nous.

Je vais terminer en disant qu'un des problèmes de l'Église est l'âge de ses permanents. Beaucoup d'entre eux ont traversé les événements de la libération et de l'indépendance. Ils ont acquis une expérience et une connaissance du pays très précieuses. Mais par leur nombre relatif et leur autorité, ils risquent de gêner un peu les quelques expériences nouvelles de ceux qui n'ont pas vécu tout cela et qui arrivent dans ce pays où la plupart des habitants, qui sont jeunes, ne les ont pas vécus non plus. Il faut donc savoir faire place aux jeunes. Encore faut-il qu'il y ait des jeunes pour prendre la relève. Sur place, nous n'avons aucun recrutement possible et nous sommes donc totalement dépendants de la générosité apostolique des autres Églises et des congrégations religieuses. Déjà, en raison des événements, nous avons été contraints de quitter des lieux où nous étions implantés. Il nous serait possible d'y revenir, si nous ne tardions pas trop. Les lieux risquent d'être de plus en plus nombreux en raison de l'âge et de la fatigue de ceux qui s'y trouvent encore. D'où la nécessité de nouvelles vocations.

Certaines Congrégations ont répondu à cet appel de la mission : les Dominicains semblent décidés à implanter une communauté dans un pays du Maghreb. Il en est de même pour les Frères Maristes. Les pays européens, auxquels nous faisons appel traditionnellement, n'ont pas beaucoup de vocations. Différentes Congrégations religieuses ont fait appel à des Provinces nouvelles : les Spiritains avec des pays d'Afrique Noire, les Jésuites avec des pays d'Amérique latine, et diverses Congrégations religieuses féminines ont des expériences semblables. Mgr Teissier pourra faire un rapide panorama des arrivées diverses dans son diocèse où les mouvements sont plus importants. Mais nous sommes vraiment toujours demandeurs : demandeurs de communautés de religieuses, de prêtres, et aussi de laïcs. L'évolution actuelle du pays rend certainement possibles de nouvelles manières d'exister en Algérie. C'est une opportunité à saisir, mais cela ne peut se faire qu'avec des gens nouveaux.

Père Bernard Lapize, Vicaire Général d'Oran

Annexe :

***Les sept plaies de l'Algérie*¹⁶**

Dans quelques semaines, l'Algérie entrera de plain pied en campagne électorale : l'élection prévue en avril 2004 devrait constituer le début d'un processus de consolidation des acquis et de mise en oeuvre de réformes économiques tant espérées.. Les échos qui parviennent aujourd'hui ne permettent pas de rêver à une amélioration. Médias et partis sont obnubilés par une bipolarisation factice de la vie politique, loin des réalités sociologiques et des paramètres économiques. Sortir de la stérilité, c'est avoir le courage de regarder en face les problèmes que le pays charrie depuis quatre décennies. Ces problèmes, nous les avons identifiés sous la forme de « sept plaies de l'Algérie »¹⁷

Avec des réserves de change de 31 milliards de dollars au 30 octobre 2003, l'Algérie n'a jamais eu une aussi bonne assise financière. Son économie a connu, ces dernières années, de réelles avancées. Le terrorisme est en net recul, et les investisseurs étrangers s'intéressent de nouveau au pays. Sur le plan international, son image s'est nettement améliorée. Beaucoup cependant, reste à faire. Vaut-il enfin débattre des grands problèmes qui empêchent le pays d'aller de l'avant ?

1. Des institutions discréditées

Tous les observateurs affirment qu'une certaine opacité entoure les rôles, les compétences et l'autonomie de chacune d'entre elles. L'assemblée populaire nationale (APN), par exemple, est pluraliste, mais, en fait, elle est dépouillée de ses prérogatives dès lors que le chef de l'État profite des intersessions pour légiférer par ordonnance. En août 2000, ce mode de fonctionnement a provoqué la

¹⁶ Lire A. Lamchichi, *L'Algérie en crise*, L'harmattan, 1991 ; A. Djebbar, *Le blanc de l'Algérie*, Albin Michel, 95

¹⁷ Voir le texte de Shéhérazade Hadid dans *J.A.L'intelligent*, n° 2239, p. 44 à 48

démission du Premier ministre, Ahmed Benbitour. Le Front de libération nationale (FLN), majoritaire au Parlement, ne fait plus partie, paradoxalement, de la coalition gouvernementale.

Le président Abdelaziz Bouteflika a limogé, le 5 mai 2003, son Premier ministre Ali Benflis, quand celui-ci a affiché ses ambitions présidentielles¹⁸. Il l'a remplacé par Ahmed Ouyahia, chef du Rassemblement national démocratique (RND). En septembre, six ministres proches d'Ali Benflis sont remerciés. Ils sont remplacés par des militants FLN, partisans de « Boutef ».

Une autre institution est encore plus controversée : la justice. En août 2003, la presse locale fait état de l'utilisation de l'appareil judiciaire au profit du chef de l'État. Elle en veut pour preuve l'interdiction de la tenue du congrès extraordinaire du FLN, la multiplication des procédures contre les journalistes et, tout récemment encore, le limogeage de onze procureurs de la République et de dix présidents de cour dans le cadre de la « réforme globale de la justice ».

2. La réforme économique en panne

L'Algérie avait abandonné, au début des années 1990, l'économie administrée et centralisée, inspirée du modèle soviétique, pour adopter progressivement l'économie de marché. Cette réforme visait à créer des emplois, garantir une croissance durable et faire à terme de l'investissement privé le principal moteur du développement économique. Mais, à ce jour, des obstacles de tout genre freinent la mise en application des réformes. Bureaucratie tatillonne, lenteur dans le traitement des dossiers et bien d'autres tracas font que l'Algérie n'inspire pas encore totalement confiance. Certains opérateurs économiques internationaux préfèrent attendre le verdict des urnes en avril 2004 et la politique économique du futur président avant de se lancer dans une quelconque initiative d'investissement.

3. Une insécurité persistante

Les problèmes d'ordre sécuritaire remontent à la naissance du terrorisme islamiste au début des années 1990. Le processus électoral a été interrompu lorsque le Front de libération islamique (FIS) a raflé, en décembre 1991, la majorité des sièges à l'Assemblée nationale dès le premier tour. Les violences qui s'ensuivirent feront près de 150 000 morts en douze ans. Même si le nombre de victimes a considérablement baissé, on continue à enregistrer régulièrement des actes terroristes.

Un autre phénomène est en train de s'installer : la criminalité et le grand banditisme. Des corps sont retrouvés horriblement mutilés et parfois impossibles à identifier. Les agressions dans la rue ou chez des particuliers sont quotidiennes. Sans compter les vols de bijoux, de portables, de voitures...

4. Le chômage et la pénurie de logements

Ces deux fléaux, qui ne datent pas d'hier, contribuent largement à la détérioration d'une situation sociale déjà difficile et poussent de plus en plus les jeunes (diplômés ou non) à l'émigration. Les interminables files d'attente devant les consulats en témoignent. Le taux de chômage atteint officiellement 30 %. Chaque année, les universités déversent dans la rue des milliers de jeunes diplômés, qui se retrouvent sans emploi pour la plupart. Des ingénieurs, des médecins et des cadres en tout genre finissent *hitistes* (« ceux qui tiennent le mur »). D'autres se transforment en vendeurs à la sauvette. Les plus chanceux se lancent dans l'informel par le biais du *trabendo*.

En 2001, l'État s'est engagé à construire environ 100 000 logements par an. Plusieurs formules d'aide ont été créées. C'est la location-vente qui a connu le plus de succès. Porteuse d'espoir pour les couches moyennes, elle permet à des demandeurs de tout type (jeunes couples, célibataires, familles...) d'espérer acquérir une habitation. 50 000 logements sont en construction dans plusieurs villes du pays, dont 11 000 à Alger, et 65 000 nouvelles unités sont en chantier. Mais ce total ne représente que 9 % du déficit global en logement de l'Algérie. Les formules existent donc, mais le problème persiste. On estime à environ trois millions le nombre d'Algériens qui attendent un hypothétique logement, liste allongée par l'exode rural lié aux exactions terroristes ainsi que par le séisme du 21 mai 2003. Certains sinistrés de la région d'Alger attendent encore d'être relogés.

5. Un système éducatif en crise

L'éducation souffre de graves dysfonctionnements. Ses performances par rapport aux paramètres internationaux sont très faibles. En Algérie environ 1 million d'enfants et d'adolescents quittent l'école avant de recevoir une éducation de base de neuf ans, comme le recommande l'UNESCO. Sur 100 enfants scolarisés en 1^{er} année, seuls 8 arrivent en terminale et 2 obtiennent leur bac. Le projet de réforme, proposé par Bouteflika a été l'objet de plusieurs attaques émanant des milieux conservateurs et islamistes opposés à certaines dispositions touchant aux langues étrangères (le français dès la seconde année primaire), à l'instruction civique et à l'enseignement religieux. Pour satisfaire l'une des

¹⁸ Lire à ce sujet J.A. *L'intelligent*, n° 2243, p.10 : n° 2244, p.32 ; n° 2246, p.34

revendications du mouvement de contestation kabyle¹⁹, le *tamazight*, la langue berbère, est enseigné depuis cette année.

Depuis le début de la rentrée scolaire 2003, 96 % des enseignants du secondaire observent des grèves à répétition. Ils sont, eux aussi, touchés par la dégradation du niveau de vie en Algérie et réclament une hausse de 100 % du salaire brut et un abaissement de l'âge de la retraite. Le gouvernement a lancé un ultimatum aux grévistes : faute de reprise, les enseignants récalcitrants seront radiés et remplacés par des universitaires au chômage.

6. Les femmes traitées en mineures

Voici un autre domaine sensible où l'Algérie est très en retard par rapport à la Tunisie, mais aussi au Maroc, dont le Code de la famille est en cours de réforme. Adopté sans discussion en 1984 par l'Assemblée populaire nationale, le code algérien est inspiré de la loi musulmane, la charia. Il soumet la femme à la volonté de l'homme, la considérant comme une « mineure à vie »²⁰. Le président Bouteflika vient de créer une commission chargée de la révision de ce code, qui devrait rendre ses recommandations dans les prochains mois. Mais l'idée d'une révision est rejetée par la plupart des associations féminines qui réclament une abrogation pure et simple de ce code discriminatoire.

7. Des tabous pesants

Régionalisme, clientélisme, conservatisme... imprègnent les pratiques quotidiennes de l'Algérien, d'est en ouest et du nord au sud. Le régionalisme est souvent le critère essentiel dans le recrutement du personnel, et ce au détriment des compétences. Le puissant du moment s'entoure des hommes de sa région : clan de l'Est (Batna, Tebessa, Souk Ahras), clan de l'Ouest, clan de l'Kabylie...

La sexualité demeure toutefois le plus grand tabou de cette société de tradition musulmane. Les jeunes ne peuvent en parler ouvertement, surtout à leurs parents. Les mentalités sont telles qu'une fille qui perd sa virginité avant le mariage déshonore sa famille, tout comme le fils ayant des penchants homosexuels. Des mères s'évertuent à marier au plus vite leur fils pour étouffer le scandale. Les couples attendent souvent des années avant de se marier. Et pour cause: un mariage coûte très cher²¹. D'où la proportion de plus en plus grande des célibataires.

LE MAROC

L'évolution du Pays

Suivons la depuis l'avènement du Roi Mohammed VI, le 30 Juillet 1999 :

a- Des gestes forts et symboliques ont été posés par rapport à la vie nationale et internationale. Les prisons se sont ouvertes, le harem a été supprimé, des dissidents politiques ont pu revenir au pays, le Ministre de l'Intérieur (Basri) a été limogé, et une grande liberté d'expression en particulier dans la presse s'est établie. Il s'est mis aussi à visiter les Provinces de son pays en privilégiant certaines (Rif) qui avaient été mises de côté par le régime précédent.

b- Il a aussi entrepris une tournée de beaucoup de capitales pour essayer de trouver des investisseurs, jusqu'en Chine. Et même le Vatican, pour rencontrer le Saint Père le 17 Avril 2000, en sa qualité de président du « Comité al Qods ».

c- Même si parfois l'on se met à espérer, de grandes difficultés avec l'Algérie à cause du Sahara Occidental : envoyé par l'ONU, James Backer n'en finit pas de venir proposer plan sur plan au nom de l'ONU. Même si le Maroc ne joue pas le jeu de la chaise vide, personne ne croit à l'UMA (Union du Maghreb Arabe), tant qu'il y aura cette question en suspend²². Et à cause de cela, la frontière terrestre entre les deux pays reste fermée.

d- Le Maroc est engagé par rapport à la Palestine : en avril dernier, une grande manifestation (1 million) eut lieu à Rabat, après des jours et des jours de manifestation de jeunes lycéens et collégiens, et il m'a été demandé, à la télévision, de donner le point de vue de l'Eglise. Tout le pays est en

¹⁹ Pour la question kabyle, lire *J.A. L'intelligent*, n° 2245, p. 33. Pour les lycées, le n°2238, p.81

²⁰ Voir *J.A. L'intelligent*, n° 2232

²¹ le salaire mensuel moyen est de 15 000 DA (150 euros), un mariage revient au minimum à 3 000 DA, de la dot de l'épouse au prix du loyer ou du logement en passant par le trousseau et la cérémonie traditionnelle

²² Sur la question sahraouie, lire *J.A. L'intelligent*, n° 2235, p.38 et n° 2236, p.40

prise de position par rapport à cette question. Le mariage du Roi, prévu initialement en Mars, a été repoussé en raison de ce conflit. « Faire la fête, alors que des arabes se font tuer au Moyen-Orient ? »

e- Après le 11 septembre, Sa Majesté nous a demandé la « grande cathédrale Saint Pierre où Dieu est honoré » pour faire, le dimanche soir, une célébration inter-religieuse (musulmans, juifs et chrétiens). Tous les officiels marocains étaient là, Premier Ministre en tête. Quelques jours plus tard, une *fatwa* sortait, écrite par quelques *oulémas*, condamnant ceux qui avaient participé à cette rencontre de prière. Ce qui note un certain clivage entre le peuple et le gouvernement, à ce niveau là.

f- A la mi-juillet, eut lieu le mariage de Sa Majesté avec la Princesse Lalla Salma. C'est aussi une première que le Roi dise officiellement qui est sa femme, jusqu'à présent, il y avait la « mère des Princes », mais pas la femme du Roi. Malgré toutes les difficultés pour faire évoluer le code de statut personnel²³ pour les droits de la femme, il y a des avancées.

g- Le 27 Septembre eurent lieu les premières élections du temps de Mohammed VI : beaucoup d'abstention, mais au dire général, elles furent transparentes. Elles furent marquées par une nette progression du PJD qui tripla le nombre de sièges au Parlement (42) ; alors que l'un des leaders islamistes avait demandé l'abstention. A la suite des élections, il fallut presque un mois pour constituer un nouveau gouvernement, le premier ministre ayant été choisi en dehors des partis politiques. Il faudra suivre de près les élections municipales du mois de mai ou juin, pour regarder l'évolution des partis. Il est un fait que le PJD a de vrais militants, alors que les autres partis sont un peu absents de toute campagne, ils semblent vivre sur leurs acquis.

h- La perspective d'un conflit avec l'Iraq ne réjouit personne. Et tout le monde suit la question avec une certaine crainte. Cependant une manifestation organisée le 13 janvier n'a pas réuni plus de 5000 personnes, alors que les autorités s'étaient préparées à parer à tout débordement en mettant l'armée partout. Mais cependant n'y a-t-il pas trop d'intérêts politiques et économiques avec les USA pour qu'une prise de position ferme puisse être prise officiellement ?

i- Le pays traverse une grave crise économique, à cause de la sécheresse de ces dernières années (même si la pluie est arrivée cette année). De très nombreuses universités (il y en a 19 dans le pays, alors qu'il y a 20 ans, il n'y en avait qu'une) sont touchées. Ce qui fait une multitude de diplômés chômeurs. Cela entraîne une grave crise de confiance et plus de la moitié des jeunes, qui ne croient plus aux possibilités de leur pays n'ont qu'un rêve, passer en Europe, par tous les moyens. Et ce ne sont pas seulement les pauvres qui passent sur ces *zodiacs* de fortune le détroit. Tout cela a créé une crise ouverte avec l'Espagne, avec rupture des relations diplomatiques depuis plus d'un an.

j- Pour rajouter à ces difficultés, le Maroc est un couloir de migration pour tous les subsahariens qui vont de crise en crise. Ils arrivent par tous les moyens de tous ces pays d'Afrique, parfois même en stop ; à chaque frontière ils doivent payer une *mafia* qui s'est vite organisée. Et même s'ils sont refoulés, ils feront un ou plusieurs essais : ils n'ont plus rien à craindre. Dès qu'une instabilité se crée quelque part en Afrique, quelques mois plus tard, nous en avons les contre-coups.

L'Eglise au Maroc

C'est une Nonciature, avec un Nonce à plein temps et résident. Deux archevêchés : Tanger, ancien protectorat espagnol, Rabat, ancien protectorat français. Une préfecture apostolique à Laayoun.

La présence de l'Eglise au Maroc est marquée par une grande tolérance pour tous les étrangers qui peuvent vivre leur foi d'une façon libre et légale ; mais de par la Constitution, un marocain est obligatoirement musulman (hors quelques centaines de juifs), et celui qui se convertit est considéré comme un apostat.

a) Ce qui fait une population de 30 000 chrétiens pour près de 30 millions d'habitants.

b) La population chrétienne est très mobile, et se renouvelle de 20 % chaque année ; c'est une richesse pour notre Eglise qui ne peut pas ainsi s'installer, mais doit toujours se rénover. Un tiers de ces chrétiens sont les pieds noirs, seuls stables, mais vieillissant car les enfants ne font pas leur vie au Maroc ; l'autre tiers de ces chrétiens sont des expatriés (cadres supérieurs de multinationales) et des diplomates qui reçoivent des missions de trois ou quatre ans. Le dernier tiers ce sont les étudiants subsahariens qui viennent au Maroc car les universités sont francophones, et l'Europe donnant de moins en moins de visas, il est difficile de finir une année dans leurs pays à cause des événements. A ces

²³ Voir les progrès en ce domaine dans *Se Comprendre* 03/09 *La femme au Maroc*, par M. El Ayadi . Le 23 janv. 2004, le Parlement a adopté à l'unanimité la *Moudawana*, le code proposé par le Roi le 10 octobre dernier

étudiants se joignent les migrants mais qui sont difficiles à dénombrer car ils vivent plutôt cachés. Un "quatrième" tiers est composé de toutes ces épouses de mariages islamo-chrétiens. Il y en a plus que l'on ne pense, et quelques unes restent en lien avec l'Église.

Il doit y avoir entre 60 et 70 nationalités dans notre Église.

c) Dans cette Église, nous sommes 79 prêtres (dont uniquement 5 diocésains) et religieux (63 à Rabat, et 16 à Tanger) et 278 religieuses (159 à Rabat, et 119 à Tanger) ; et nous représentons 27 nationalités différentes. Nous avons la grâce d'avoir 4 monastères de vie contemplative : un carmel à Tanger, des clarisses mexicaines à Casablanca, un monastère de rite oriental à Tazert (à côté de Marrakech) et une Trappe à Midelt. Depuis quelques années, nous assistons à un renouvellement de la présence franciscaine ; 12 religieuses libanaises et syriennes (engagés dans l'éducation) sont un signe important que l'on peut être arabe et chrétien. Un signe d'espérance, depuis deux ans, nous avons deux prêtres *Fidei Donum* du Bénin ; et il y a des perspectives d'en accueillir d'autres pays subsahariens.

d) Ce que nous vivons : *la tendresse de Dieu pour tous et la gratuité de son Amour*

e) Accompagnement de la communauté chrétienne, multiculturelle et multiraciale, nombreuse dans les grandes villes ; mais dans beaucoup d'endroits, c'est une communauté de religieuses avec quelques étudiants subsahariens dans les villes de l'intérieur, et même parfois que des étudiants.

f) Présence de service auprès du monde marocain : des centres sanitaires ou sociaux et de formation féminine ; dans des structures hospitalières du gouvernement ; des écoles où tous les enfants sont musulmans, presque toutes les directions sont musulmanes, tout le corps enseignant est musulman (mais il y a une structure ECAM), et un prêtre accompagne toutes ces écoles sur le plan pédagogique et éducatif ; des centres culturels pour collégiens, étudiants et universitaires. Un centre comme *la Source* est un lieu de recherche intellectuel de haut niveau et de rencontre assez extraordinaire. Présence dans une multitude d'associations marocaines de type éducatif, social ou de développement.

g) Présence dans un dialogue inter-religieux qui a du mal à se faire au niveau d'instances officielles, mais qui se construit au cours d'amitiés très fortes qui peuvent s'établir et surtout à partir de tout ce que nous pouvons « faire ensemble ». Mais une évolution très nette se fait.

h) Présence auprès des étudiants subsahariens qui sont dispersés dans les 19 universités et dont beaucoup vivent dans des situations de précarité difficiles à imaginer. Leur présence nous a incité à organiser l'an passé une rencontre entre les églises du sud du Sahara et celles du Nord du Sahara pour essayer de voir comment nous pourrions les aider dans tous les domaines ; et en particulier comment nous pourrions faire pour les aider à revenir au pays.

i) Présence auprès des migrants : tous les jours il y a des situations nouvelles et il nous est impossible d'y répondre sans l'aide internationale. Mais en même temps leur présence nous incite à lancer un cri vers l'Occident qui est en train de se protéger par un tas de barrières en tout genre. Si l'Occident n'accepte pas d'investir dans toute l'Afrique, toutes les murailles qui sont en train de s'élever, vont exploser sous la pression de la migration venant d'Afrique. Dans cinq ans, ce sera trop tard !

j) Présence auprès des couples islamo-chrétiens : la femme peut continuer à vivre sa foi ; les enfants seront obligatoirement musulmans et seront binationaux.

k) Présence au monde du tourisme surtout dans telle ou telle ville ; ce sont les 9/10^{ème} de nos paroissiens du dimanche. A Marrakech nous pouvons avoir 300 personnes à la messe dont 250 touristes ; à Agadir un jour de Noël, il y a 800 personnes dont 700 touristes. Il nous faut les accompagner pour leur faire comprendre qu'une Église peut vivre libre et heureuse dans un monde musulman ; et puis on peut les aider à porter un autre regard sur le pays et ses habitants. Nous participons ainsi, un peu, à casser la crainte des musulmans qui peut sévir en Occident.

Je n'ai lancé que quelques flashes, surtout pour vous témoigner que nous vivons une expérience d'Église assez extraordinaire qui nous invite à nous resituer continuellement devant notre foi. C'est un pays, lieu de notre vie, et lieu de notre conversion dans la foi.

Vincent LANDEL s.c.j., Archevêque de Rabat

SE COMPRENDRE

Rédaction et Administration : Philippe THIRIEZ

Pères Blancs 7 rue du Planit 69110 SAINTE-FOY-LES-LYON

Tél. 04 78 59 20 42

Fax: 04 78 59 88 61

Abonnements (10 numéros par an, de Janvier à Décembre) :

Europe: 27 € - Étranger: 32 € - Numéro (franco) : 3 € - CCP 15 263 74 H Paris

Site Internet: <http://www.comprendre.org>

adresse e-mail: contact@comprendre.org

